

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2025-12-29-00004

Arrêté préfectoral de prescriptions  
complémentaires à l'encontre du SIAAP pour ses  
installations situées à Triel-sur-Seine

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**de prescriptions complémentaires**  
**SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERA-**  
**TION PARISIENNE (SIAAP) Grésillons**  
**installations situées à TRIEL-SUR-SEINE (78510) 1 chemin de la Californie**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite directive IED ;

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

**VU** la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 (ICPE) autorisant le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2010 (IOTA) autorisant le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

**VU** le complément d'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2012 mettant à jour le classement des activités exercées par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dans la station d'épuration susvisée ;

**VU** le courrier du 28 juin 2016 prenant acte de la modification du classement des installations, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, pour la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** le complément d'arrêté préfectoral n°2016-40173 en date du 14 novembre 2016 imposant au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) des prescriptions complémentaires suite à la suppression d'un gazomètre sur le site de la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2021-07-13-00007 en date du 13 juillet 2021 imposant au SIAAP des prescriptions pour l'unité pilote Cométhà à Triel sur Seine ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2021-08-17-00004 en date du 17 août 2021 imposant au SIAAP des prescriptions complémentaires notamment sur les installations de combustion ;

**VU** le porter à connaissance transmis par courrier de l'exploitant daté du 10 novembre 2022 concernant le remplacement de deux moteurs de cogénération ;

**VU** les compléments apportés au dossier par l'exploitant le 22 décembre 2022, le 26 janvier 2023 et le 21 février 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection et le courrier de l'inspection en date du 23 février 2023 ;

**VU** le porter à connaissance transmis par courriel de l'exploitant en date du 7 avril 2022 concernant des modifications techniques de l'unité pilote Cométhà ;

**VU** les compléments apportés au dossier par l'exploitant le 21 mars 2023, le 30 juin 2023 et le 4 décembre 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2024 et le courrier de l'inspection du 5 avril 2024 ;

**VU** le porter à connaissance transmis par courriel de l'exploitant en date du 5 juillet 2023 concernant des modifications sur le combustible utilisé par les chaudières de la digestion ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> juillet 2024 et le courrier de l'inspection en date du 24 janvier 2025 ;

**VU** la note d'information transmise par courrier de l'exploitant en date du 24 mars 2025 concernant les mesures compensatoires pour la sécurisation des aires de dépotage F11 et E23 ;

**VU** le courrier transmis par courriel de l'exploitant daté du 17 décembre 2025 concernant une demande de prolongation de la date de fin d'exploitation du pilote Cométhà du site SIAAP de Seine Grésillons au 31 mars 2026 ;

**VU** le courrier de l'inspection en date du 18 décembre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis au demandeur par courriel du 18 décembre 2025 ;

**VU** le courriel du 22 décembre 2025 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur ce projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre en compte les modifications sollicitées par l'exploitant en ce qui concerne les modifications de l'utilisation des combustibles sur les chaudières de digestion ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance, reçu le 5 juillet 2023, relatif au projet de remplacement des brûleurs mixtes biogaz/gaz naturel de trois chaudières pour des brûleurs adaptés à un combustible unique pour chaque chaudière sur le site du SIAAP de Seine Grésillons comportent tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures proposées par l'exploitant devraient permettre d'assurer le respect des valeurs limites d'émission des équipements modifiés ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées ne conduisent pas à une augmentation des incidences sur l'environnement et n'entraînent pas de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation du SIAAP Grésillons a été mise en service avant la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, créant la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées relative aux installations de combustion, d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50MW, soumise à autorisation au titre de la rubrique 3110 et qu'en conséquence il bénéficie de l'antériorité ;

**CONSIDERANT** que le dossier de porter à connaissance reçu le 12 avril 2022, complété le 21 mars 2023, le 30 juin 2023 et le 4 décembre 2023 relatif aux modifications techniques apportées à l'unité pilote de cométhanisation sur le site du SIAAP de Seine Grésillons comporte tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDERANT** que le projet ne modifie pas les impacts sur l'environnement du site ;

**CONSIDERANT** que le projet ne modifie pas la maîtrise des risques du site ;

**CONSIDERANT** que l'engagement de l'exploitant de mettre en œuvre les mesures proposées pour assurer la gestion des risques durant la phase d'exploitation ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour éviter les effets du projet sur son environnement ;

**CONSIDERANT** que le dossier de porter à connaissance reçu le 10 novembre 2022, complété le 22 décembre 2022, le 26 janvier 2023 et le 21 février 2023, relatif au projet de remplacement des moteurs de cogénération et des aéroréfrigérants et de travaux sur le poste électrique HT sur le site du SIAAP de Seine Grésillons comportent tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDERANT** que le projet permettra de réduire les impacts sur l'environnement du site ;

**CONSIDERANT** que le projet ne modifie pas la maîtrise des risques du site après remise en service de l'unité de cogénération ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour éviter les effets du projet sur son environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation de la date de fin d'exploitation du pilote Cométha du site SIAAP de Seine Grésillons est limitée à une durée de trois mois ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation de la date de fin d'exploitation du pilote Cométha ne modifie pas les installations, les procédés, les intrants autorisés, les capacités, les émissions ou les risques associés ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications ne présentent pas un caractère substantiel au regard des critères fixés à l'article R181-46 du code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède de compléter et modifier les prescriptions techniques applicables aux installations ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a émis des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 18 décembre 2025 ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la Préfecture,

### ARRÊTE

**Article 1 :** Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°78-2021-07-13-00007 du 13 juillet 2021 relatives à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
3110	Combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	<p>Installations de combustion consommant <u>exclusivement du biogaz</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 moteurs thermiques de 4,14 MW (total de 8,28 MW),</li> <li>• 1 torchère station d'épuration de 23,3 MW</li> <li>• chaudière 1 « digestion » de 2,7 MW</li> <li>• chaudière 3 « digestion » de 2,4 MW</li> <li>• unité pilote Cométhà : 3 torchères de 550 kW au total (=0,55 MW)</li> </ul> <p><i>Sous-total : 37,23 MW</i></p> <p>Installations de combustion consommant <u>exclusivement du gaz naturel</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 chaudières pour le séchage des boues de 3,5 MW (total de 7 MW),</li> <li>• 1 chaudière pour le chauffage des locaux de 1,7 MW,</li> <li>• 3 sécheurs à bande de 3,76 MW (total de 11,28 MW)</li> <li>• chaudière 2 « digestion » en secours de 2,65 MW</li> <li>• <u>unité pilote Cométhà</u> : 1 chaudière de 140 kW (= 0,14 MW)</li> </ul> <p><i>Sous-total : 22,77 MW</i></p> <p><b>TOTAL : 60 MW</b></p>	A
2915.1A	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides et la quantité de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 1	<p>Deux turbosécheurs associés chacun à 12 m<sup>3</sup> de fluide organique dont le point éclair est de 259°C chauffé à 280°C.</p> <p><b>TOTAL : 24 000 l</b></p>	E

Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
	000 I.		
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	<u>Unité pilote Cométha :</u> Les quantités maximales issues des opérations de traitement sont de 0,30 t/j pour l'ensemble des process thermiques  La quantité traitée par traitement thermique est inférieure à 50 t/an	A
2781-2b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	<u>Unité pilote Cométha :</u> La quantité maximale issue de l'opération de traitement « Méthanisation de boues, fraction organique résiduelle (issue des déchets ménagers et assimilés), graisses et fumiers » est de 0,85 t/jour	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	<u>Unité pilote Cométha :</u> Quantité maximale de déchets traités dans l'unité pilote avant introduction dans l'installation de méthanisation : 1,1 t/j	DC
4310.2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2 La quantité présente dans l'installation est supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t.	1 gazomètre de 4 000 m <sup>3</sup> (le second ayant été mis à l'arrêt), soit 4,4 t  Digesteurs (2 022 m <sup>3</sup> ) et conduite (44 m <sup>3</sup> ) de biogaz : 2 066 m <sup>3</sup> soit 2,1 t  <u>Unité pilote Cométha :</u> 1 réservoir de 20 m <sup>3</sup> (densité : 1,02 kg/m <sup>3</sup> ), soit environ 20 kg (=0,02 t)	DC

Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
		<b>TOTAL : 6,52 t</b>	
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité présente dans l'installation est supérieure à 20t mais inférieure à 100 t.	Eau de javel : une cuve de 36,6 t et une cuve de 24,4 t  <b>TOTAL : 61 t</b>	DC
4722.2	Méthanol La quantité présente dans l'installation est supérieure à 50 t mais inférieure à 500 t.	Cuves enterrées double enveloppe et conduites de canalisation : 2 cuves de 90 m <sup>3</sup> (143 t) + 0,1 t dans canalisation  <b>TOTAL : 143,1 t</b>	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> (D)	<u>Unité pilote Cométha :</u> Dépôt de fumier est de 10 m <sup>3</sup>	NC
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t (D) 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t (D)	<u>Unité pilote Cométha :</u> Stockage d'environ 1,53 kg d'hydroxyde de potassium à 48-50%et d'environ 1,4 kg d'hydroxyde de sodium à 30%. TOTAL : environ 0,003 t.	NC
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10t (A) b) Supérieure ou égale à 1t, mais inférieure à 10t (D)	<u>Unité pilote Cométha :</u> Stockage d'environ 0,5 kg d'acide nitrique.	NC

**Article 2 :** Les prescriptions du point 6°) de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-17-00004 du 17 août 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :



« 6°) Au titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, l'article 3.1.6 est remplacé par les articles suivants, ainsi rédigés :

#### **ARTICLE 3.1.6 COMBUSTIBLE AUTORISÉ**

Le combustible autorisé pour le fonctionnement des 2 chaudières des sécheurs rotatifs (raccordées aux conduits 1 et 2), la chaudière pour le chauffage des locaux (raccordée au conduit 3) et des 3 sécheurs à bande est le gaz naturel.

Le combustible autorisé pour le fonctionnement des 2 moteurs thermiques (raccordés aux conduits 7 et 8) est le biogaz.

Le combustible autorisé pour le fonctionnement des 3 chaudières pour le chauffage des digesteurs est le biogaz pour les chaudières 1 et 3 (raccordées aux conduits 4 et 6), et le gaz naturel en secours pour la chaudière 2 (raccordée au conduit 5).

L'exploitant informe l'inspection de l'utilisation de la chaudière de secours au gaz naturel qui dépasse les 48 h en cas d'indisponibilité des chaudières biogaz.

Dans le cas d'une défaillance durable de l'alimentation biogaz qui ne pourrait être rétablie dans un délai maximal de 48h, l'exploitant établit un relevé d'heure de l'utilisation du gaz naturel pour le fonctionnement en secours et le tient à la disposition de l'inspection.

L'exploitant favorise la consommation du biogaz produit sur le site.

Le torchage du biogaz est réservé au maintien en sécurité des installations de production, de stockage et de consommation de biogaz.

#### **ARTICLE 3.1.7 SUIVI DU COMBUSTIBLE**

Toutes les installations sont équipées d'un dispositif de mesure de la quantité de combustibles gazeux consommés (biogaz et gaz naturel). Ces dispositifs sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de combustibles mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils seront conservés au moins trois ans.

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature.

Le biogaz utilisé provient exclusivement de la production sur site et présente une composition relativement constante dans le temps »

**Article 3 :** Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°78-2021-07-13-00007 du 13 juillet 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prescriptions de l'article 3.2.2 « Conduits et installations raccordées » de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° du conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible
1	Chaudière sécheurs rotatifs	3,5 MW	Gaz naturel
2	Chaudière sécheurs rotatifs	3,5 MW	Gaz naturel
3	Chaudière chauffage des locaux	1,7 MW	Gaz naturel
4	Chaudière 1 chauffage digesteurs	2,7 MW	Biogaz
5	Chaudière 2 chauffage digesteurs	2,65 MW	Gaz naturel (en secours)
6	Chaudière 3 chauffage digesteurs	2,4 MW	Biogaz
7	Moteur à combustion	4,14 MW	Biogaz
8	Moteur à combustion	4,14 MW	Biogaz
9	Chaudière de l'unité pilote Cométhà	0,14 MW	Gaz naturel

**Article 4 :** Les prescriptions du point 8°) de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-17-00004 du 17 août 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 8°) Au titre 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, le tableau des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques présent à l'article 3.2.4 est remplacé par les tableaux suivants :

Valeurs limites d'émission	Installations n°2 « séchage »		Installation n°1 « digestion »		
	Conduits n°1 et n°2 (chaudières sécheurs rotatifs)	Conduit n°3 (chaaudière chauffage des locaux)	Conduits n°5 En secours (chaaudière n°2, chauffage digesteurs)	Conduits n° 4 et n° 6 (chaudières n°1 & n°3, chauffage digesteurs)	Conduits n°7 et n°8 (moteurs à combustion)
Taux O2	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	15,00 %
	VLE (mg/Nm3)	VLE (mg/Nm3)	VLE (mg/Nm3)		VLE (mg/Nm3)
Combus-	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Biogaz	Biogaz

tible					
Polluants					
Poussières	5	5	5	50	150
SO2	35	35	35	35	35
NOx eq. NO2	150	150	120	200	190
CO	100	100	100	250	450
COVM	/	/	/	50	-
HAP	/	/	/	0,1	0,1
formaldéhyde	/	/	/	/	15
Composés (métaux)	VLE (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) (mg/Nm3)				
Cd, Hg, Tl et leurs composés	/	/	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+T)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)
As, Se, Te et leurs composés	/	/	/	1 en (As+Se+T)	1 en (As+Se+Te)
Pb et ses composés	/	/	/	1 en Pb	1 en Pb
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	/	/	/	20	20
Flux (1)	Installations n°2 « séchage »		Installation n°1 « digestion »		

	Conduits n°1 et n°2 (chaudières sécheurs rotatifs)	Conduit n°3 (chaudière chauffage locaux)	Conduits n°5 En secours (chaudière n°2, chauffage digesteurs)	Conduits n°4 et n°6 (chaudières n°1 & n°3, chauffage digesteurs)	Conduits n°7 et n°8 (moteurs à combustion)
Combustible \ Polluants	Gaz naturel	Gaz naturel	Gaz naturel	Biogaz	Biogaz
	Flux horaire par conduit (kg/h)				
Poussières	0,02	0,01	0,03	0,26	1,08
SO2	0,14	0,07	0,18	0,18	0,25
NOx eq. NO2	0,6	0,30	0,61	1,02	1,36
CO	0,4	0,20	0,51	1,27	3,23
COVM	/	/	/	0,26	0,36
HAP	/	/	/	0.001	0.001
formaldéhyde	/	/	/	/	0,11
	Flux annuel par conduit (t/an)				
Poussières	0,18	0,09	0,22	2,23	9,43
SO2	1,23	0,61	1,56	1,56	2,2
NOx eq. NO2	5,29	2,63	5,35	8,92	11,94
CO	3,53	1,75	4,46	11,15	28,28
COVM	/	/	/	2,23	3,14
HAP	/	/	/	0.004	0.006
Formaldéhyde	/	/	/	/	0,94
(1) Les émissions canalisées pendant toutes les périodes d'exploitation, les démarrages et arrêts et les émissions diffuses sont prises en compte pour la détermination des flux.					

Pour les installations consommant du biogaz :

Flux (1)	Conduits n°4 et n°6 (chaudières chauffage digesteurs)		Conduits n°7 et n°8 (moteurs à combustion)	
	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Cd, Hg, Tl et leurs composés	0,25 par métal et 0,51 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)	2,23 par métal et 4,46 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)	0,36 par métal et 0,72 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)	3,14 par métal et 6,28 pour la somme en (Cd+Hg+Tl)
As, Se, Te et leurs composés	5,09 en (As+Se+T)	44,61 en (As+Se+Te)	7,17 en (As+Se+T)	62,84 en (As+Se+Te)
Pb et ses composés	5,09 en Pb	44,61 en Pb	7,17 en Pb	62,84 en Pb
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	101,84	892,12	143,46	1256,7
(1) Les émissions canalisées pendant toutes les périodes d'exploitation, les démarrages et arrêts et les émissions diffuses sont prises en compte pour la détermination des flux.				

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'identification des causes des dérives et les actions mises en œuvre afin de respecter les valeurs limites d'émission dans les meilleurs délais. »

**Article 5 :** Les prescriptions du point 12°) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-17-00004 du 17 août 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 12°) Au titre 9 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010, le chapitre 9.1 est remplacé par le chapitre suivant :

**« CHAPITRE 9.1 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

**« ARTICLE 9.1.1 AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions atmosphériques. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la

mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés et tenus à disposition des installations classées. Le programme d'autosurveillance des émissions atmosphériques comprend au minimum :

Paramètres	Type de suivi et périodicité	
	Installation « séchages » (chaudières fonctionnant au gaz naturel : conduit 1 à 3)	Installation « digestion » (chaudières et moteurs fonctionnant au biogaz : conduit 4 et 6 à 8)
Poussières	/	Évaluation en permanence
SO <sub>2</sub>	/	Estimation journalière des rejets de SO <sub>2</sub> basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. (conditions d'application précisées dans le programme de surveillance.)

Les polluants atmosphériques qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

#### ARTICLE 9.1.2 CONTROLES PERIODIQUES PAR UN ORGANISME AGRÉÉ

Les mesures des émissions atmosphériques (débits et qualité des rejets gazeux) requises au titre du programme de surveillance imposé à l'article 3.2.4 sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon les fréquences indiquées dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Fréquence d'analyse
Installation « séchage » (chaudières fonctionnant au gaz naturel : conduit 1 à 3)	Poussières	Annuelle
	NO <sub>x</sub>	
	SO <sub>2</sub>	
	CO	Tous les 2 ans

Installation « digestion » (chaudière fonctionnant au gaz naturel : conduit 5)	Poussières	Annuelle
	NOx	
	SO2	
	CO	
Installation « digestion » (chaudières et moteurs fonctionnant au biogaz : conduit 4 et 6 à 8)	Poussières	Annuelle
	NOx	
	SO2	
	CO	
	COVNM	
	HAP	
	Formaldéhyde (moteurs uniquement)	
	Métaux	
	SO2	
	CO	
	HAP	
	Formaldéhyde	
	Métaux	

»

**Article 6 :** Un titre 10 est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié, ainsi rédigé :

**« TITRE 10 – MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION**

**10.1 Mesures d'évitement et de réduction pour la faune**

Pour l'espèce « Moineau Friquet », l'exploitant doit, conformément à ses engagements, poser 5 nichoirs spécifiques à l'espèce et les entretenir chaque année. L'exploitant effectue un suivi spécifique des individus de cette espèce.

Ce suivi spécifique annuel est mis en place à partir de janvier 2024 en réalisant 10 passages par an :

- 4 pendant la saison de reproduction
- 2 en période postnuptiale
- 3 en hivernage
- 1 en période prénuptiale

Un compte-rendu annuel est rédigé et transmis à l'inspection des installations classées. Ce suivi est mis en place pendant une durée de 5 ans minimum à partir de la notification du présent arrêté. »

**Article 7 :** Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2021-07-13-00007 du 13 juillet 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prescriptions du chapitre 8.8 « torchère » de l'arrêté préfectoral N°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 8.8.1 : Torchère

Les installations de production, de stockage et d'utilisation de biogaz sont associées à une torchère dont l'utilisation est limitée, dans la mesure du possible, au maintien en sécurité des installations.

L'unité pilote Cométhas est associée à trois torchères dédiées.

Les instruments et organes de sectionnement automatiques de la torchère de la station d'épuration sont conformes aux dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral N°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié afin d'assurer la disponibilité et la fiabilité de la torchère et de prévenir tout risque d'entrée d'air.

#### Article 8.8.2 : Détection de flammes

La torchère de la station d'épuration est équipée :

- D'un dispositif d'auto-allumage dont l'alimentation électrique est secourue ;
- D'un dispositif de contrôle de la flamme ;
- D'un dispositif de mesure de la température de combustion ;
- D'un dispositif d'arrêt flamme en pied de torchère.

La détection de l'absence de la flamme coupe automatiquement l'alimentation de la torchère en biogaz.

L'allumage de la torchère est reporté au poste de surveillance de la station d'épuration.

#### Article 8.8.3 : Fiabilisation du démarrage de la torchère de la station d'épuration et seuils de fonctionnement

L'exploitant fiabilise le démarrage de la torchère de la station d'épuration de 23,3 MW et redéfinit des seuils de démarrage/arrêt de cette torchère, le débit de biogaz brûlé en fonctionnement à un gazomètre et en tenant compte de la réduction du volume de biogaz stocké. »



**Article 8 :** Les prescriptions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les locaux où sont implantés les installations de séchage de boues, le stockage de boues séchées conditionnées en big-bag, les silos de stockage de boues, les installations de combustion et de compression de biogaz sont équipées en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

À l'issue des travaux d'extension et d'amélioration du système de sécurité incendie, la commande du dispositif de désenfumage sera liée au système de sécurité incendie.

À terme les équipements de traitement d'air (ventilation) seront arrêtés en cas de détection par le système de sécurité incendie. »

**Article 9 :** Il est ajouté à la fin du chapitre 7.5 du titre 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-176/DRE du 15 juin 2010, un article 7.5.8 ainsi rédigé :

« Article 7.5.8 Détection incendie

À l'issue des travaux d'extension et d'amélioration du système de sécurité incendie, l'ensemble des locaux techniques et administratifs seront couverts par une détection incendie. Les faux planchers des locaux électriques seront également équipés d'une détection incendie.

L'implantation des détecteurs incendie résulte d'une étude préalable prenant en compte, notamment la nature et la localisation des installations, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan et une liste des détecteurs avec leurs caractéristiques et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les armoires électriques seront équipées d'une détection incendie spécifique. Les locaux électriques (TGBT BT et HT) seront équipés de systèmes d'extinction automatiques par gaz inerte.

En cas de détection, des dispositifs d'alarme sonore audible en tout point du site se déclenchent. Ces dispositifs seront renforcés par des diffuseurs lumineux dans les zones bruyantes. »

**Article 10 :** Il est ajouté à la fin du chapitre 7.4 du titre 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 juin 2010, un article 7.4.8 ainsi rédigé :

« Article 74.8 Sécurisation des opérations de dépotage

Sur les aires de dépotage F11 et E23, des mesures sont mises en place afin de sécuriser les opérations de dépotage :

- Interdire le dépotage en cas de non fonctionnement de la ventilation ou de la désodorisation
- Interdire le dépotage en cas de non réalisation du rinçage de la fosse de fuites lors du dépotage précédent

Sur l'aire de dépotage E23, les coffrets de dépotage acide et javel sont asservis au fonctionnement de l'extraction d'air vicié du local réactif E23 et au fonctionnement d'au moins deux lignes de la désodorisation de E23. Ainsi la pompe de dépotage ne démarre pas ou s'arrête en cas de dépotage en cours en cas d'indisponibilité de l'extraction d'air vicié ou de la désodorisation.

Le fonctionnement des pompes de dépotage acide et javel de l'aire de dépotage E23 est asservi à la séquence de rinçage de la fosse de fuites. En cas de non réalisation de la séquence de rinçage, le démarrage de la pompe de dépotage est interdit par l'automate.

Sur l'aire de dépotage F11, un dispositif de verrouillage est installé sur les coffrets de raccordement acide et javel. Ce dispositif de verrouillage est asservi au fonctionnement de l'extraction d'air vicié du local réactif F11 et d'au moins une ligne de la désodorisation de F11.

Un dispositif d'avertissement lumineux et sonore est installé sur l'aire de dépotage F11 pour informer l'agent depoteur de l'indisponibilité de l'extraction d'air vicié du local réactif F11 ou de la désodorisation lors d'un dépotage.

Le dispositif de verrouillage des coffrets de raccordement acide et javel de l'aire de dépotage F11 est asservi à la séquence de rinçage de la fosse de fuites. En cas de non réalisation de la séquence de rinçage, le dispositif se verrouille après une temporisation définie par l'exploitant.

Un avertisseur lumineux est installé et son fonctionnement est asservi à la séquence de rinçage. En cas de non réalisation de la séquence de rinçage, le gyrophare et la sirène se mettent en fonctionnement après une temporisation afin de signaler l'interdiction du dépotage suivant. »

**Article 11 :** Les prescriptions de l'article 8.10.1 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2021-07-13-00007 du 13 juillet 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.10.1 : Durée de fonctionnement de l'unité pilote Cométhà

L'unité pilote Cométhà est autorisée à recevoir des intrants jusqu'au 31 janvier 2026. L'unité pilote Cométhà est autorisée à poursuivre les essais déjà autorisés avec un épuisement progressif des matières jusqu'au 28 février 2026. Enfin, la mise en sécurité

complète des équipements et l'arrêt définitif de l'unité pilote Cométhas seront effectués au plus tard le 31 mars 2026. »

#### **Article 12 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Triel-sur-Seine, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Triel-sur-Seine dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 13 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr/> :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

#### **Article 14 : Notification du recours à l'auteur et au bénéficiaire de la décision :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision (SIAAP – site de Seine Grésillon – 1 chemin de Californie – BP 10118 - 78510 Triel-sur-Seine), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à

compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

**Article 15 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Triel-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 29 décembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général  
**signé**  
Victor DEVOUGE